

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

***Demande de renseignements généraux
de l'opposition officielle***

Programme 01 - Cabinet du Lieutenant-gouverneur

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

Table des matières

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION N°	LISTE DES QUESTIONS	PAGE
1	<p>Liste des voyages <u>hors Québec</u> pour l'année financière 2011-2012 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les endroits et dates de départ et de retour; - la copie des programmes et rapports de mission; - les personnes rencontrées; - le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.); - le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; - la copie des rapports de mission; - pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés; - la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant; <ul style="list-style-type: none"> - les détails de ces ententes; - les résultats obtenus à ce jour; - les investissements annoncés, le cas échéant. 	1.1
2	<p>Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, membre des cabinets ministériels <u>au Québec</u> et dirigeant d'organisme, selon le cas, les coûts, les dates et l'itinéraire.</p>	2.1
3	<p>Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013; - le nom des firmes de publicité; - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; - le but visé par chaque dépense; - dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire. 	3.1

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION N°	LISTE DES QUESTIONS	PAGE
4	<p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou l'organisation d'événements :</p> <p><u>Organisés par le ministère ou l'organisme :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013, ventilées par type d'événements; - le but visé par chaque dépense; - le nombre d'événements total ventilé par type d'événements. <p><u>Organisés par une firme externe :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013, ventilées par type d'événements; - le nom de la ou des firmes de publicité; - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographies, de vidéos, etc.; - le but visé par chaque dépense; - le nombre d'événements ventilé par type d'événements. 	4.1
5	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés <u>par un ministère ou un organisme</u> en 2011-2012 en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom du professionnel ou de la firme; - les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final); - le coût; - l'échéancier; - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. 	5.1
6	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés <u>par un ministère ou un organisme</u> en 2011-2012 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nombre d'autorisations; - le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; - le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; - le montant accordé; - les motifs de la demande. 	6.1

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION N°	LISTE DES QUESTIONS	PAGE
7	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom du professionnel ou de la firme; - le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; - le mandat et le résultat (rapport ou document final); - le coût; - l'échéancier; - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. 	7.1
8	<p>Le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.</p>	8.1
9	<p>Pour chaque projet de développement informatique de plus de 100 000 dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom du projet; - la nature du projet; - l'échéancier; - le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; - les plus récentes évaluations du coût du projet; - les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet; - les firmes ou OSBL associés au développement projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat, le cas échéant; - le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; - nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère. ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère; - indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, telle qu'exigée par la <i>Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics</i>. 	9.1

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION N°	LISTE DES QUESTIONS	PAGE
10	<p>Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chacune des dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la photocopie; - le mobilier de bureau; - les distributeurs d'eau de source; - le remboursement des frais de transport; - le remboursement des frais d'hébergement; - le remboursement des frais de repas; - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : <ul style="list-style-type: none"> i. au Québec; ii. à l'extérieur du Québec. 	10.1
11	<p>Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chaque dépense reliée à la téléphonie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nombre de téléphones cellulaires, BlackBerry, Iphone ou autre type de téléphone intelligent; - les coûts d'acquisition des appareils; - le coût d'utilisation des appareils; - le nom des fournisseurs; - le coût des contrats téléphoniques; - les ordinateurs portables; - les iPad ou autre type de tablette électronique; - les téléavertisseurs. 	11.1
12	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones, des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); - le nombre total de jours de maladie pris par le personnel; - le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus; 	12.1

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION N°	LISTE DES QUESTIONS	PAGE
12 (suite)	<ul style="list-style-type: none"> - le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - le nombre total de jours de vacances pris par le personnel; - le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus; - le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique; - le nombre et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers; - l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); - l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; - le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; - le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); - le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires. 	
13	<p>Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nombre de départs à la retraite en 2011-2012; - nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines; - nombre de départs à la retraite prévus pour 2012-2013; - nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique embauchés pour un ou des contrats. 	13.1
14	<p>Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'emplacement de la location; - la superficie du local loué; - la superficie réellement occupée; - la superficie inoccupée; - le coût de location au mètre carré; - le coût total de ladite location; - les coûts d'aménagements réalisés depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; - la durée du bail; - le propriétaire de l'espace loué; - le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant. 	14.1

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION N°	LISTE DES QUESTIONS	PAGE
15	Coûts de déménagement, d'aménagement et de travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1 ^{er} avril 2011 à ce jour.	15.1
16	<p>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2011-2012 en indiquant pour chaque individu :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; - le titre de la fonction; - l'adresse du port d'attache; - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; - la prime de départ versée, le cas échéant; - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; - la description de tâches; - le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2011; - le nombre total d'employés au cabinet; - la masse salariale totale par cabinet pour les années, 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012; - le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée; - s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées <i>Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre</i> et <i>Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État</i>. 	16.1
17	<p>Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ministre; - ministère ou de l'organisme, en indiquant : <ul style="list-style-type: none"> - le nom de l'organisme concerné ou de la personne; - la circonscription électorale; - le montant attribué; - le projet visé et le résultat. 	17.1

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION N°	LISTE DES QUESTIONS	PAGE
18	Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant : <ul style="list-style-type: none"> - le poste initial; - le salaire; - le poste actuel, s'il y a lieu; - la date de la mise en disponibilité; - les prévisions 2012-2013. 	18.1
19	Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2011-2012.	19.1
20	Nombre de fonctionnaires et/ou ETC affectés au Plan Nord, pour chaque ministère et organisme.	20.1
21	Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi, (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : <ul style="list-style-type: none"> - le nom de la personne; - le poste occupé; - le salaire de base et les bonis, le cas échéant; - l'assignation initiale; - la date de l'assignation hors structure; - la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu. 	21.1
22	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres : <ul style="list-style-type: none"> - l'assignation initiale; - l'assignation actuelle; - le salaire de base et les bonis, le cas échéant; - la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu. 	22.1

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION N°	LISTE DES QUESTIONS	PAGE
23	<p>Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les clubs privés ou autres; - les billets de saison, les loges; - etc. 	23.1
24	<p>Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom du site Web; - le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site; - le coût de construction du site; - le coût de l'entretien et de la mise à jour; - le responsable du contenu sur le site; - la fréquence moyenne des mises à jour; - le nombre de visiteurs (hits) par mois; - combien de fois le site a-t-il été refait? Quel en a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements? 	24.1
25	<p>Nominations, depuis le 1^{er} avril 2011, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et, sans en restreindre la portée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la liste; - les mandats; - les contrats; - le résultat du travail effectué; - les échéances prévues; - les sommes impliquées. 	25.1
26	<p>Pour 2011-2012, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.</p>	26.1

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION N°	LISTE DES QUESTIONS	PAGE
27	<p>Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2011-2012 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nombre total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; - le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); - le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; - le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours. 	27.1
28	<p>La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le coût (déplacements, etc.); - le nombre de ressources affectées; - le nombre de rencontres; - le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre. 	28.1
29	La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1 ^{er} avril 2011 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	29.1
30	Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, depuis 2003-2004.	30.1
31	Tel que prévu dans la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2012-2013.	31.1
32	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2011-2012 et 2012-2013.	32.1

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION N ^o	LISTE DES QUESTIONS	PAGE
33	Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 et 2013-2014 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.	33.1
34	Pour chaque ministère ou organisme, la liste des ententes signées depuis le 1 ^{er} avril 2004 avec une ou des conférences régionales des élus. Indiquer la nature de l'entente, les sommes qui y sont associées, le cas échéant, en vertu de quel programme ces sommes sont allouées, la ou les date(s) des versements et à quelles fins elles ont été consacrées.	34.1
35	Pour chaque ministère et organisme, dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes au rendement et des bonis.	35.1
36	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes de départ incluant des montants versés pour bris de contrat.	36.1

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2011-2012 : les endroits et dates de départ et de retour; copie des programmes et rapports de mission, les personnes rencontrées; le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.); le nom des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; la copie des rapports de mission; pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés; la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant; les détails de ces ententes; les résultats obtenus à ce jour; les investissements annoncés, le cas échéant.

VOYAGE (but, endroit, date)	COÛT	PARTICIPANTS
Réponse : aucun		

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et dirigeants d'organismes, selon le cas, les coûts, les dates et l'itinéraire.

Réponse: aucun

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

3. Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet) en articles promotionnels et en commandites : les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013; le nom des firmes de publicité; le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; le but visé par chaque dépense; dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.

Réponse : aucune

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou l'organisation d'événements : Organisés par le ministère ou l'organisme : les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013, ventilées par type d'événements; le but visé par chaque dépense; le nombre d'événements total ventilé par type d'événements; Organisés par une firme externe : les sommes dépenses pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013, ventilées par type d'événements; le nom de la ou des firmes de publicité; le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); le nom des fournisseurs incluant les contrats de photographies, de vidéos, etc.; le but visé par chaque dépense; le nombre d'événements ventilé par type d'événements.

Réponse : aucune

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

5. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012 en indiquant : le nom du professionnel ou de la firme; le nom de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût; l'échéancier; dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Réponse : aucun		

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant: le nombre d'autorisations; le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; le montant accordé; les motifs de la demande.

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Réponse: aucun		

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en indiquant : le nom du professionnel ou de la firme; le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; le mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût; l'échancier; dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Celle question ne s'applique pas au Bureau du lieutenant-gouverneur.		

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 8. Le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

9. Pour chaque projet de développement informatique de plus 100 000 dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère : le nom du projet; la nature du projet; l'échéancier, le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; les plus récentes évaluations du coût du projet; les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet; les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat, le cas échéant; le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère; indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, telle qu'exigée par la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.

Réponse : aucun

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

10. Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chacune des dépenses suivantes : la photocopie; le mobilier de bureau; les distributeurs d'eau de source; le remboursement des frais de transport; le remboursement des frais d'hébergement; le remboursement des frais de repas; l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : au Québec; à l'extérieur du Québec.

DÉPENSES	COÛT \$
Photocopie	-
Mobilier de bureau	-
Distributeurs d'eau de source	-
Frais de transport, d'hébergement et de repas	-
Participation à des congrès, des colloques et à toutes les sessions de type perfectionnement ou ressourcement au Québec.	-
Participation à des congrès, des colloques et à toutes les sessions de type perfectionnement ou ressourcement à l'extérieur du Québec.	-
TOTAL PROGRAMME 1	-

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

11. Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chaque dépense reliée à la téléphonie : le nombre de téléphones cellulaires, BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent; les coûts d'acquisition des appareils; le coût d'utilisation des appareils; le nom des fournisseurs; le coût des contrats téléphoniques; les ordinateurs portables; les iPad ou autre type de tablette électronique; les téléavertisseurs.

DÉPENSES	NOMBRE	COÛT \$
Téléphones cellulaires (Fournisseurs : Communications Méga-Sat inc., B-Tel)	4	-
« BlackBerry » (Fournisseurs : Communications Méga-Sat inc., B-Tel)	6	-
iPhone	0	-
Autre type de téléphone intelligent	0	-
Ordinateurs portables, iPad et autre type de tablette électronique	3	-
Téléavertisseurs	0	-
Contrats téléphoniques		-

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

12. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones, des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); le nombre total de jours de maladie pris par le personnel; le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus; le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); le nombre total de jours de vacances pris par le personnel; le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus; le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique; le nombre et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers; l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

Cette question ne s'applique pas au Bureau du lieutenant-gouverneur.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

13. Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction : le nombre de départs à la retraite en 2011-2012; le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines; le nombre de départ à la retraite prévu pour 2012-2013; le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique embauchés pour un ou des contrats.

Réponse : aucun

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

14. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux : l'emplacement de la location; la superficie du local loué; la superficie réellement occupée; la superficie inoccupée; le coût de location au mètre carré; le coût total de ladite location; les coûts d'aménagements réalisés depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; la durée du bail; le propriétaire de l'espace loué; le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux : l'emplacement de la location; la superficie du local loué; la superficie réellement occupée; la superficie inoccupée; le coût de location au mètre carré; le coût total de ladite location; la durée du bail; le propriétaire de l'espace loué.

Emplacement	Superficie (m ²)	Coût annuel	Durée	Propriétaire de l'espace loué
1050, rue des Parlementaires, Québec	741,89	58 053 \$	30 juin 2012	Assemblée Nationale

Les coûts d'aménagements réalisés depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés :

Nature des travaux	Coût	Bureaux visés
Aucun		
TOTAL	- \$	

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

15. Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1^{er} avril 2011 à ce jour.

Cette question ne s'applique pas au Bureau du lieutenant-gouverneur.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012- 2013
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

16. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2011-2012 en indiquant pour chaque individu : la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; le titre de la fonction; l'adresse du port d'attache; le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; la prime de départ versée, le cas échéant; la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; la description de tâches; le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2011; le nombre total d'employés au cabinet; la masse salariale totale par cabinet pour les années 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012; le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée; s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Cette question ne s'applique pas au Bureau du lieutenant-gouverneur.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

17. Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du : ministre; ministère ou de l'organisme, en indiquant : le nom de l'organisme concerné ou de la personne; la circonscription électorale; le montant attribué; le projet visé et le résultat.

NOM DE L'ORGANISME OU DE LA PERSONNE	MONTANT \$
<i>Réponse : aucune</i>	

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

18. Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : le poste initial; le salaire; le poste actuel, s'il y a lieu; la date de la mise en disponibilité; les prévisions 2012-2013.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

19. Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2011-2012

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

20. Nombre de fonctionnaires et/ou ETC affectés au Plan Nord, pour chaque ministère et organisme.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

21. Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : le nom de la personne; le poste occupé; le salaire de base et les bonis, le cas échéant; l'assignation initiale; la date de l'assignation hors structure; la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Réponse : aucun

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

22. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres : l'assignation initiale; l'assignation actuelle; le salaire; la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Réponse : aucun

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**23. Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :
les clubs privés ou autres; les billets de saison, les loges; etc.**

DÉPENSES	COÛT \$
Abonnements (journaux, annuaires, magazines, bulletins électroniques)	-

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

24. Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site; le coût de construction du site; le coût de l'entretien et de la mise à jour; le responsable du contenu sur le site; la fréquence moyenne de mise à jour; le nombre de visiteurs (hits) par mois; combien de fois le site a-t-il été refait? Quel en a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

DÉPENSES	COÛTS \$
<p>Site du lieutenant-gouverneur (www.lieutenant-gouverneur.qc.ca)</p> <p>Les mises à jour sont faites au besoin par le personnel du Bureau du Lieutenant-gouverneur.</p>	

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

25. Nominations, depuis le 1^{er} avril 2011, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et, sans en restreindre la portée : la liste; les mandats; les contrats; le résultat du travail effectué; les échéances prévues; les sommes impliquées.

Réponse : aucune

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

26. Pour 2011-2012, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

Cette question ne s'applique pas au Bureau du lieutenant-gouverneur.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

27. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2011-2012 : le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

28. La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres : le coût (déplacements, etc.); le nombre de ressources affectées; le nombre de rencontres; le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

Cette question ne s'applique pas au Bureau du lieutenant-gouverneur.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 29. La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1^{er} avril 2011 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

30. Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, depuis 2003-2004.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

31. Tel que prévu dans la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2012-2013.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2011-2012 des ministères et organismes gouvernementaux.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

32. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2011-2012 et prévisions 2012-2013.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

33. Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 et 2013-2014 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Cette question ne s'applique pas au Bureau du lieutenant-gouverneur.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

34. Pour chaque ministère ou organisme, la liste des ententes signées depuis le 1^{er} avril 2004 avec une ou des conférences régionales des élus. Indiquer la nature de l'entente, les sommes qui y sont associées, le cas échéant, en vertu de quel programme ces sommes sont allouées, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées.

Réponse : aucune

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

35. Pour chaque ministère et organisme, dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes au rendement et des bonis.

Cette question ne s'applique pas au Bureau du lieutenant-gouverneur.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

36. Pour chaque ministère et organisme, dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes de départ incluant des montants versés pour bris de contrat.

Cette question ne s'applique pas au Bureau du lieutenant-gouverneur.